

Des objectifs ? Quels objectifs ?

Stefania Bianchi

Les Européens vont davantage entendre parler des objectifs du Millénaire pour le développement.

L'Union européenne est rapidement en train de devenir le principal acteur de l'aide au développement de certaines régions d'Afrique et d'autres pays en développement. Selon un sondage réalisé par Eurobaromètre, cependant, plus des trois quarts des citoyens européens ignorent l'action que l'Union mène en faveur des pays du tiers monde.

Compte tenu de la faible visibilité de l'action qu'elle mène et des objectifs du Millénaire pour le développement fixés par l'ONU, l'Union européenne a organisé, par l'intermédiaire de sa Commission de l'aide humanitaire et du développement, une campagne afin de sensibiliser ses 450 millions de citoyens.

« Les contribuables européens ont le droit de savoir comment leur argent est dépensé, comment nous aidons les pays en développement, comment nous combattons la pauvreté et les maladies infectieuses et ce que nous faisons pour promouvoir la bonne gouvernance, la démocratie et les droits fondamentaux », a déclaré à Bruxelles Louis Michel, commissaire européen chargé du développement.

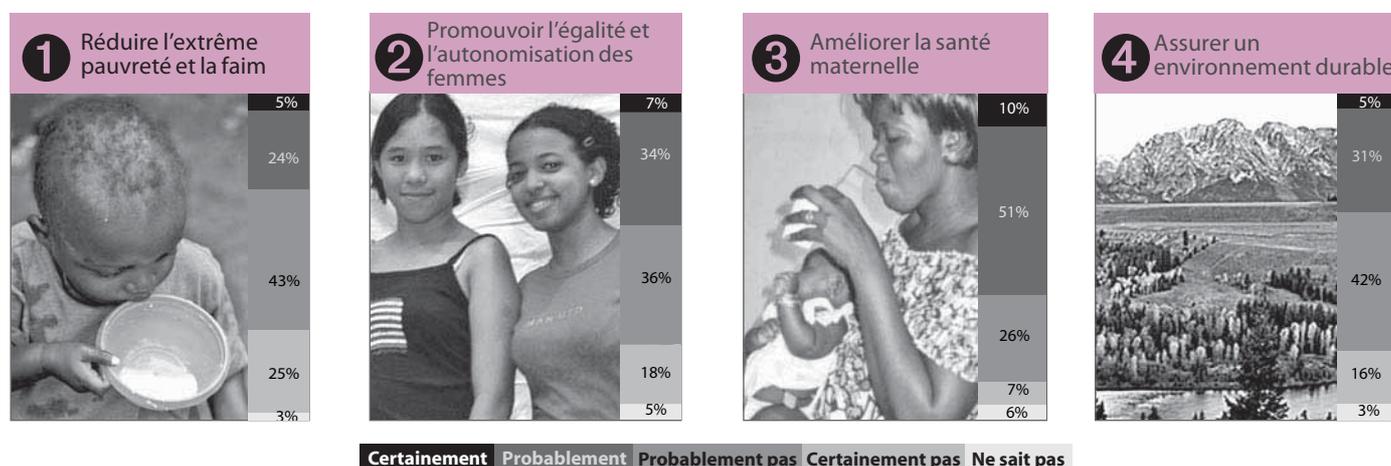
À ce jour, cependant, ce n'est toujours pas le cas.

Selon un sondage réalisé par l'Union européenne, 88 % des citoyens européens n'ont jamais entendu parler des objectifs du Millénaire pour le développement fixés en 2000 par 189 dirigeants mondiaux afin de réduire la pauvreté et la faim dans le monde.

Les huit objectifs du Millénaire pour le développement consistent notamment à réduire de moitié la pauvreté dans le monde, à accroître le nombre d'enfants recevant une éducation primaire, à promouvoir l'égalité des sexes, à réduire de deux tiers la mortalité infantile, à améliorer de trois quarts les taux de mortalité et à combattre l'infection au VIH/sida.

Chaque pays, à l'exception des nouveaux États Membres, a accepté de consacrer, d'ici à 2015, plus de 0,7 % de son produit national brut à la réalisation de ces objectifs. Les nouveaux États Membres se sont quant à eux engagés à y consacrer, d'ici à 2015, 0,33 % de leur PNB.

Les 191 États Membres de l'ONU se sont engagés à atteindre ces objectifs d'ici à 2015. Pour chacun des huit objectifs, il était demandé aux personnes interrogées d'estimer dans quelle mesure l'objectif serait atteint d'ici à 2015.



Globalement, les Européens ont estimé que l'Europe pouvait contribuer de façon déterminante à favoriser le développement, mais se sont déclarés moins optimistes quant au fait de savoir si les objectifs du Millénaire pour le développement seraient atteints d'ici à 2015.

Pour ce qui est de réduire l'extrême pauvreté et la faim, seuls 29 % des Européens ont estimé que l'Union européenne parviendrait à réduire le nombre de pauvres dans le monde. Seuls 5 % se sont déclarés convaincus que ces objectifs seraient atteints.

Les Européens sont moins optimistes quant au fait de savoir si les objectifs du Millénaire seront atteints d'ici à 2015.

Bien que les citoyens fussent moins optimistes en ce qui concernait la réduction de la pauvreté, deux sur cinq ont estimé que les objectifs relatifs à la généralisation de l'éducation primaire et à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes seraient atteints. Seuls 7 % se sont déclarés convaincus que l'Union européenne atteindrait ces objectifs.

Pour ce qui est de réduire la mortalité maternelle, la mortalité infantile et la mortalité liée au VIH/sida, les Européens se sont déclarés légèrement plus confiants que ces objectifs seraient atteints, 61 % déclarant que le nombre de femmes mourant en couches serait réduit de trois quarts, 54 % que le taux de mortalité infantile serait réduit de deux tiers et seuls 35 % que l'infection au VIH/sida serait « probablement » combattue d'ici à 2015.

Globalement, 59 % des Européens ont estimé que d'ici à 2015, l'aide au développement des pays désireux de réduire la pauvreté augmenterait, 41 % se sont déclarés certains que d'ici à 2015, les pays en développement bénéficieraient d'un accès plus équitable aux marchés, et un nombre similaire ont estimé que la dette serait annulée d'ici à la date butoir.

Selon Eurobaromètre, les personnes interrogées étaient généralement plus positives quant à la réalisation des objectifs du Millénaire lorsqu'elles estimaient que leur gouvernement aidait les pays en développement.

Depuis 1998, on note chez les Européens un revirement quant à l'importance de l'aide au développement. En moyenne, 62 % d'entre eux estiment que c'est leur gouvernement qui fournit cette aide, alors que 59 % estiment que c'est l'Union qui la fournit.

C'est peut-être pour cela que le Commissaire européen chargé du développement, Louis Michel, a décidé à titre de priorité d'inviter les États Membres à accroître leur aide et à réévaluer leur propre politique de développement.

S'exprimant à Prague lors de sa première visite dans ce nouveau membre de l'Union européenne, M. Michel a appelé la République tchèque et les autres nouveaux membres à s'engager davantage en faveur des objectifs du Millénaire.

« Une politique active de coopération rehausse le profil international d'un pays, ouvre de nouveaux horizons et aide à éduquer les jeunes générations dans le respect des droits fondamentaux, de la solidarité et de l'universalité », a-t-il déclaré.

L'Union européenne est l'un des principaux pourvoyeurs d'aide au développement. Avec ses États Membres, elle consacre plus de 39 milliards de dollars (30 milliards d'euros) par an à l'aide publique aux pays en développement. Elle s'est engagée à porter le montant total de son aide à 51 milliards de dollars (39 milliards d'euros) d'ici à 2006.

Copyright 2005 Inter Press Service, tous droits réservés.
www.ipnews.net

Eurobaromètre : http://europa.eu.int/comm/public_opinion/index_fr.htm



* Défini, aux fins du questionnaire, comme étant « une intensification de l'aide au développement aux pays qui s'engagent à réduire la pauvreté ».